



Assemblée générale du SNPMEN-FO

10 octobre 2022

Introduction

Hélène Laulié, secrétaire générale

Il y a un an, nous préparions la journée de grève et de manifestation appelée par les confédérations syndicales. Ces dernières condamnaient l'« utilisation de la situation sanitaire pour s'attaquer aux droits et acquis des salariés » et dénonçaient les « fermetures de services, les suppressions d'emplois, le démantèlement et les privatisations dans les services publics et la fonction publique ». Elles s'opposaient à « la précarisation de l'emploi » dans le même temps où le gouvernement mettait en application sa loi de réduction de l'indemnisation du chômage. Elles mettaient aussi l'accent sur « les pertes de pouvoir d'achat » subies par les agents de la fonction publique et, bien évidemment, s'insurgeaient contre la volonté réaffirmée d'avancer dans l'offensive de destruction de nos régimes de retraite et d'allonger le temps de travail par le report de l'âge de départ à la retraite.

Tout ce qui a été mis en exergue dans l'appel à cette journée du 5 octobre 2021 n'est-il pas au cœur de la situation d'aujourd'hui, et de manière encore plus aiguë, comme il l'a été tout au long de l'année passée ? On parlait déjà de flambée des prix et de pertes de pouvoir d'achat, de nouvelle offensive contre nos retraites, de réforme de l'indemnisation du chômage que le gouvernement veut maintenant encore aggraver, de démantèlement de la fonction publique.

Simplement, le gouvernement justifiait alors tout cela en invoquant la crise sanitaire. Aujourd'hui, il invoque la guerre, allant même jusqu'à parler d'économie de guerre, ou la crise énergétique, sans qu'on sache bien si les mesures dites de sobriété édictées par le gouvernement trouveraient leur justification dans une pénurie des sources d'énergie ou dans la hausse des prix de l'énergie largement liée à un déchainement de la spéculation et à des mesures de dérégulation massive intervenues dans ce domaine, ou encore dans un but qui se voudrait écologique face au dérèglement climatique.

Ce que nous savons, en revanche, c'est que, pour le gouvernement, cette sobriété n'a rien de ponctuel et est appelée à durer. « La baisse de la consommation doit s'inscrire dans le temps long » a déclaré Mme Borne et, manifestement, il faut comprendre « consommation » au sens large.

Car nous le savons aussi, nous, agents de l'administration centrale : la sobriété salariale, nous la connaissons depuis au moins 20 ans avec le gel du point d'indice et ce ne sont les 3,5 % d'augmentation au moment où l'inflation dépasse les 6 % qui sont susceptibles de mettre fin à cette très rigoureuse sobriété. La sobriété de nos pensions de retraite, nous la connaissons depuis des décennies et elle se durcit de réforme en réforme. La sobriété des effectifs de la centrale, nous la subissons depuis longtemps jusqu'à voir, par exemple, le nombre des adjoints administratifs passer de 800 à 266 en 20 ans.

La sobriété de nos locaux de travail, nous la connaissons aussi puisque le resserrement des personnels est l'objectif central de la politique immobilière de l'administration depuis plusieurs années.

Quant à la sobriété des missions de l'administration centrale qui équivaut à une mise en cause de l'égalité de traitement sur l'ensemble du territoire et donc du service public, nous savons qu'elle est

désormais ordonnée par la loi de transformation de la Fonction publique qui date de 2019, et donc avant la crise sanitaire, avant la crise énergétique.

C'est pourquoi, nous avons eu raison de dénoncer immédiatement les pistes évoquées dans le projet de plan de sobriété énergétique présenté aux organisations syndicales comme constituant de nouvelles attaques contre les droits et les conditions de travail des personnels de la centrale. Il faudra revenir sur ce point dans notre discussion d'aujourd'hui.

L'appel que notre syndicat avait diffusé pour la journée de grève et manifestation du 5 octobre 2021 soulignait que toutes les attaques dénoncées par les confédérations trouvaient leurs traductions à l'administration centrale et c'est bien contre cela que nous avons combattu pied à pied durant toute l'année passée.